

FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG

Président, FBE International Consultants ; ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Merci Jim. Merci pour cette introduction. Je suis très intimidé de devoir commencer au sein d'un groupe d'experts aussi distingués. Tout le monde a entendu tout ce qu'il était possible d'entendre sur M. Trump. Avant de vous livrer quelques impressions du point de vue de l'Europe sur cette élection, j'aimerais revenir brièvement sur l'élection de Trump et vous faire part de quelques idées sur les conditions qui l'ont rendue possible. La première chose, je crois, sur laquelle il faudrait s'arrêter, c'est que bien sûr, c'est la victoire de Trump, mais c'est aussi la défaite d'Hillary Clinton. Je crois qu'il y a quelques leçons à en tirer.

Tout d'abord, la victoire de Trump. Trump a abordé la campagne et l'élection en tant que total outsider politique. Il a mené une campagne qui était réellement contre le politiquement correct, contre Washington, contre l'establishment, contre la classe politique telle que nous la connaissons. Sa campagne a reposé sur la colère et l'insatisfaction de l'électorat américain, sur ce que ressentaient essentiellement ceux que nous appelons « les hommes blancs en colère » : les oubliés de la mondialisation. Parfois ils ont beaucoup perdu, y compris parfois leur maison pendant la crise de 2008 – 09. Ils représentent l'électorat blanc qui a été négligé.

C'est tout le contraire d'Hillary Clinton, qui a essayé de s'adresser aux trois catégories d'électeurs qui avaient élu Obama en 2008, et l'avaient réélu en 2012 : les jeunes, les femmes et les minorités. Il a véritablement fait campagne auprès d'un type d'électorat différent. Normalement, ces gens ne votent pas. Mais il a été capable de les capter et de les mobiliser avec des méthodes empruntées à la télé-réalité, dont il était une star, plutôt qu'avec des méthodes propres à un politique en campagne électorale ou à un orateur. Voilà qui est Trump.

Hillary, d'un autre côté, apportait ce sentiment de déjà-vu. Elle a pâti de l'« usure Clinton » qui a touché l'électorat américain. Elle est l'incarnation de tout ce que rejetaient Trump et ses électeurs. Elle a mené une campagne relativement mauvaise, probablement moins forte qu'en 2008. Elle n'était pas la candidate idéale. Elle aurait sans doute été une bonne présidente mais, honnêtement, elle n'a pas été une très bonne candidate. Elle a perdu le vote du collège électoral. Elle n'aurait pas dû le perdre car, avec le total des délégués des États qui ont systématiquement voté pour le Parti démocrate lors des six dernières élections, normalement, elle devait gagner. Elle avait 242 de ces candidats sur lesquels elle pouvait compter. Elle aurait pu remporter un ou deux États bascules et être élue. Elle n'a remporté aucun des grands États bascules. Qui plus est ; elle a perdu quelques-uns des États-clés, qui votent systématiquement démocrate, comme la Pennsylvanie ou le Michigan. Je crois que le chiffre le plus impressionnant de sa défaite est qu'elle a recueilli 10 millions de votes de moins qu'Obama en 2008. 10 millions de moins !

Cette élection laisse beaucoup, beaucoup de questions sans réponses. Beaucoup de questions sur la personne de Trump, quel genre de président sera-t-il ? Nous savons quel genre de candidat il a été. Pour autant, quelques éléments semblent indiquer qu'il pourrait essayer d'être un président différent du candidat. Nous devons lui accorder le bénéfice du doute, tout au moins pendant quelques semaines. Mais beaucoup, beaucoup d'inquiétudes subsistent.

En premier lieu, ses partisans ultra-conservateurs. Certains ont déjà été nommés à des postes clés. Ensuite, le rôle que jouera sa famille. Enfin, son caractère, sans conteste très difficile à gérer. Voilà les questions qui concernent la personne de Trump.

Pour ce qui est des divisions au sein du Parti républicain, nous avons là aussi un nombre de questions sans réponses. Le Parti républicain a été en quelque sorte pris en otage par Donald Trump. Nombre de ses dirigeants ne lui ont pas vraiment apporté leur soutien. Si l'on y pense, beaucoup des slogans sur lesquels il a mené sa campagne allaient à l'encontre de la doxa républicaine traditionnelle. Le genre de véritables partisans qu'il aura au Congrès, avec un parti républicain lourdement divisé, demeure un mystère et risque d'entraver son action.

De nombreuses questions se posent par ailleurs à propos d'une Amérique profondément divisée, ce qui était vraiment la toile de fond de son élection. Ces questions ne sont pas nouvelles, mais leur nombre ne cesse de croître. Les divisions sont si nombreuses que je ne peux même pas en dresser une liste. La cohésion sociale est à l'évidence un problème majeur en Amérique. Nous l'avons vu tout au long de la campagne de Trump. Nous avons une profonde division entre la droite conservatrice qui est vraiment aux commandes, et les républicains plus modérés, que nous appellerions des centristes en Europe.

Hillary Clinton a obtenu au moins un million de voix de plus que Trump dans le vote populaire. Il n'a donc pas été élu à une écrasante majorité. C'est une victoire sans appel, mais une victoire étroite en termes d'électeurs. Elle montre une société américaine profondément divisée, avec Washington contre le reste. Si vous regardez la carte électorale, tout le continent américain est en rouge, à l'exception des deux côtes, qui elles restent bleues. Cela indique très clairement de profondes divisions. Cela concerne l'élection elle-même.

Penchons-nous maintenant sur l'Europe, sur ses impressions et sur sa façon d'envisager la perspective d'un mandat présidentiel de Trump. Je vais passer au français, car je pense que si je peux parler en anglais des choses concernant l'Amérique, pour ce qui a trait à l'Europe, je préfère m'exprimer dans ma propre langue.

La victoire de M. Trump a évidemment été une surprise totale en Europe, et un coup de tonnerre. Une surprise totale, c'est normal, parce que les sondages ne le laissaient pas escompter – on a beaucoup fait le procès des sondeurs à cette occasion –, mais aussi parce que les Européens non seulement escomptaient mais espéraient une victoire d'Hillary Clinton. Ils la voyaient dans la continuité du mandat de son mari. C'est une femme qui connaît l'Europe, qui connaît bien les enjeux des relations internationales et ils avaient en elle beaucoup plus confiance qu'ils n'en avaient en Obama par exemple. Les Européens ont été souvent mal-à-l'aise avec l'administration Obama et ils pensaient qu'avec Hillary il y aurait une sorte de normalisation et une espèce de retour des États-Unis sur la scène européenne.

Mais cette victoire de Trump a été en fait un coup de tonnerre parce qu'elle intervient dans un contexte difficile pour les Européens, pour des raisons à la fois proprement européennes et pour des raisons transatlantiques.

Les raisons proprement européennes, vous les connaissez tous : c'est que l'état de l'économie en Europe est mauvais, la croissance est très faible, le chômage reste très élevé, la zone euro, qui a fait face avec succès à des crises ces derniers temps, reste quand même exposée à diverses fragilités, notamment dans le domaine bancaire.

Le Brexit apporte évidemment de nouveaux sujets d'interrogation et montre très bien la fragilité d'une construction européenne dont pour la première fois un membre a pu décider de sortir. Le Brexit encourage évidemment la montée des populismes dont il a été une expression.

Toutes ces raisons expliquent pourquoi les Européens se trouvaient déjà dans une situation inconfortable au moment de l'élection de Trump ; des raisons proprement européennes.

Mais il y a aussi des raisons transatlantiques. L'Europe a été très troublée par le mandat d'Obama. On ne le dit pas suffisamment. Obama a eu à ses débuts un immense succès en Europe parce que c'était le premier président noir de l'histoire des États-Unis, parce que c'était un homme distingué, parce que c'était un orateur prestigieux. Mais en même temps, Obama était le premier président des États-Unis à n'avoir rien d'européen dans son ADN. Cet homme né à

Hawaï, élevé en Indonésie, qui se présente comme un homme du Pacifique, s'est désintéressé de l'Europe pendant son premier mandat et n'a commencé à s'y intéresser à nouveau que pendant le second, seulement parce que la Russie, par ses actions, l'avait obligé à se pencher sur l'Europe.

Le pivot américain vers le Pacifique montrait bien la conviction profonde d'Obama qu'il a exprimée lui-même, que l'avenir des États-Unis se jouerait à l'Ouest dans le Pacifique, beaucoup plus qu'à l'Est en Europe. Les Européens sont inconfortables avec cela.

Ajoutons à cela que le climat transatlantique à proprement parler n'était pas très bon. Les négociations sur le TTIP sont en panne, elles sont au moins en *intensive care*, sinon en coma prolongé, et beaucoup de contentieux transatlantiques sont nés de la volonté d'un certain nombre d'agences américaines, souvent du Congrès, d'exercer une juridiction extraterritoriale. Ce qui, évidemment, heurte les Européens.

C'est la toile de fond, si vous voulez. L'élection de M. Trump suscite énormément d'inquiétudes en Europe. Quel sera son style ? Quelle politique étrangère mènera-t-il ? Personne n'en sait rien, mais tout le monde s'en inquiète en réalité. Les inquiétudes d'abord portent sur des sujets spécifiques. Il y a d'abord un sujet macroéconomique que l'on commence à peine à souligner en Europe. Si M. Trump se lance dans un programme d'investissements massifs dans les infrastructures publiques américaines et y dépense des milliards en endettant davantage l'État américain, il risque de relancer l'inflation. Et qui dit relance de l'inflation dit remontée des taux d'intérêt. Or, des pays très endettés, le mien par exemple, ne voient pas la perspective d'une remontée des taux d'intérêt sans une grande angoisse. C'est un premier sujet d'inquiétude.

Mais il y en a d'autres, il y a des inquiétudes sur le chapitre commercial par exemple, les négociations commerciales. M. Trump a fait ouvertement campagne contre le libre-échange et a annoncé son intention de ne pas ratifier le TPP, de démanteler l'ALENA. Toutes ces questions se posent : va-t-il vraiment s'attaquer au libre-échange, va-t-il adopter une politique protectionniste ? Et si oui, n'y a-t-il pas risque de contagion ?

Des inquiétudes environnementales aussi. Il a annoncé son intention de dénoncer l'accord de Paris de la COP 21 sur le climat, sur les changements climatiques, et comme c'était un des grands succès de l'administration Obama et de la politique étrangère française, c'est un sujet d'inquiétude manifeste.

Sur la sécurité, les inquiétudes sont multiples. Il a tenu sur l'OTAN et sur la garantie de sécurité de l'OTAN, des propos peut-être un peu légers mais qui ont été considérés comme très inquiétants. Bien entendu, les Européens de l'Est vivent avec la très, très vive inquiétude que M. Trump pourrait se désolidariser de l'article 5 et se montrer beaucoup moins vigilant vis-à-vis des actions de la Russie qu'il ne devrait l'être. Va-t-il conclure un deal ? « *I'm a deal maker* », dit-il, « *I can make a deal with this guy.* », en parlant de Poutine. Va-t-il chercher à faire un deal avec la Russie par-dessus la tête des Européens ?

Jusqu'où va-t-il aller pour démanteler l'héritage d'Obama ? Ce sont les inquiétudes spécifiques, sectorielles des Européens. À cela s'ajoute une inquiétude beaucoup plus générale sur le climat politique d'ensemble.

M. Trump est la dernière incarnation de ce que l'on appelle le populisme, un mot que je n'aime pas parce qu'il ne signifie pas grand-chose finalement, mais qui caractérise tout ce qui est contre la mondialisation, contre l'immigration, contre le libre-échange, tout ce qui s'adresse aux peurs ressenties souvent par les électeurs. L'élection de M. Trump peut constituer un puissant encouragement aux différents mouvements populistes qui déjà ont pris en Europe beaucoup de force. Il y aura un « effet Trump » comme on dit, qui est absolument impossible à quantifier mais que l'on va mesurer au fur et à mesure que se déroule le calendrier électoral de l'année 2017. Or, celui-ci est très inquiétant.



Nous commençons le 4 décembre prochain par l'élection présidentielle autrichienne dans laquelle un candidat d'extrême-droite a des chances d'être élu, et par le référendum institutionnel italien.

Nous aurons ensuite en mars des élections législatives aux Pays-Bas dans lesquelles les populistes de M. Geert Wilders sont très forts, et M. Geert Wilders a assisté de façon très visible à plusieurs des meetings électoraux de M. Trump.

Nous avons ensuite les élections présidentielles puis législatives en France, au mois de mai et au mois de juin, et des élections législatives en Allemagne en octobre. C'est une année très propice à enregistrer une montée des populismes, qui ont déjà montré leur force avec le Brexit.

Alors, pour en terminer avec ces remarques introductives, les Européens bien entendu se trouvent devant beaucoup d'inconnues et beaucoup d'inquiétudes. Ils doivent d'abord et avant tout rester unis. Ils ont tenté de l'être quand ils se sont retrouvés pour la première fois sans le Royaume-Uni, à Bratislava, au mois de septembre. Les cinq présidents ou Premiers ministres des principaux pays de l'Union européenne se sont retrouvés autour de Madame Merkel et de M. Obama à Berlin la semaine dernière et ont fait montre d'unité. Ils recherchent l'unité notamment sur les valeurs démocratiques qu'ils entendent défendre. Il faudra également tenir bon sur le Brexit et se montrer intransigeants sur le respect des principes qui fondent l'Union européenne, lorsque la négociation commencera, après le mois de mars.

La deuxième chose est qu'il leur faut renforcer leur unité sur des sujets cruciaux. Il faut évidemment travailler à davantage de solidarité dans la construction de la zone euro, et surtout dans la politique migratoire, dans le renforcement de Schengen et dans le renforcement des contrôles aux frontières.

Et puis, il faudra prendre en main leur sécurité. L'une des choses qui ressort le plus clairement des propos de M. Trump, c'est bien entendu la volonté de voir les alliés contribuer davantage à leur défense et à leur sécurité, ne pas compter sur les États-Unis, ne pas « *enjoy a free ride from the United States* ». Dans ce domaine, il y a beaucoup à faire pour atteindre l'objectif de 2 % de dépenses de défense par rapport au PNB qui a pourtant déjà été fixé par le Conseil atlantique, et il va falloir continuer de travailler avec le Royaume-Uni, tout en travaillant aussi à négocier le Brexit.

Tout cela va être difficile, et les Européens qui n'avaient pas besoin de ce problème supplémentaire s'en inquiètent, parce que la présidence Trump suscite beaucoup d'anxiété et risque de surcroît de grandement compliquer des sujets qu'ils ont par ailleurs à traiter.

Jim HOAGLAND

You nicely anticipated a question that I was going to ask. What have these elections done to the image of America? You have answered it very well. Like the other panellists, I will try to address that question as we go forward. What have these elections done to the image of the United States and what are the consequences?